

Les subsides

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Le premier ministre est toujours résolu, hélas, à parapher cet accord à la date que les États-Unis d'Amérique nous ont fixée et imposée. Le choix du 2 janvier n'émane pas du tout d'une initiative canadienne, bien que cet accord sera beaucoup plus lourd de conséquences pour les Canadiens que pour les Américains pour la simple et bonne raison que leur société et leur économie ont une taille bien supérieure à la nôtre. Alors que nous estimons que cet accord sera beaucoup plus néfaste pour nous, tandis que le gouvernement prétend qu'il sera plus avantageux, ce dernier s'est plié au choix du 2 janvier établi par les États-Unis.

Même le président conservateur du comité des affaires étrangères et du commerce extérieur, qui s'est penché sur cet accord au cours des dernières semaines, sans évidemment en connaître la formulation définitive, a déclaré textuellement qu'il serait «absolument ridicule» de croire que son comité va examiner le texte définitif de l'accord avant que la nouvelle année ne soit bien entamée.

Certes, lorsqu'un gouvernement propose de modifier à ce point les relations canado-américaines, il doit s'assurer que le droit démocratique des Canadiens d'examiner cet accord est respecté. S'il est absolument ridicule de croire que l'examen du texte définitif de cet accord par le comité est une question de jours, il est absolument ridicule et irresponsable de la part du gouvernement de s'attendre à ce que le Parlement du Canada examine l'accord en quelques jours.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Pour une fois, le gouvernement devrait agir de façon responsable et réfléchie. Il se doit d'agir en accord avec les implications de l'accord important qu'il a signé. Il se doit de fournir au Parlement, aux gouvernements provinciaux et, surtout, au peuple canadien, les faits à partir desquels ils sont censés se faire une opinion.

[Français]

Monsieur le Président, la majorité conservatrice a décidé que le Comité parlementaire sur l'accord commercial voyagera pendant moins de deux semaines. Des douzaines d'individus et de groupes n'ont pas pu faire de présentations au Comité. Seulement quelques groupes et individus ont eu la possibilité d'exposer leurs préoccupations au Comité parlementaire. Jour après jour, les députés néo-démocrates du Comité ont proposé une motion voulant que les audiences soient ouvertes au public; jour après jour, ils ont proposé une motion pour donner aux citoyens ordinaires la chance d'exprimer leurs opinions, et jour après jour, la majorité conservatrice a voté contre cette ouverture démocratique du processus de consultation.

Monsieur le Président, les conservateurs n'ont pas voulu un processus démocratique. Ils ont voulu simplement donner l'impression de la démocratie. Cela est typique de ce gouvernement.

Le débat d'aujourd'hui ne porte pas sur la substance de l'Accord. Nous allons peut-être avoir un tel débat lundi: je l'espère. Aujourd'hui, ce débat porte sur la nécessité d'avoir un vrai débat, bien «renseigné», dans ce pays. Ce débat porte sur les droits démocratiques de la population canadienne. Que les Canadiens et Canadiennes soient en principe pour ou contre

cet Accord, la majorité d'entre eux voudraient voir les détails de cet Accord. Ils veulent avoir l'occasion de juger cet Accord avec tous les faits en main.

Monsieur le Président, de nombreux Canadiens et Canadiennes partagent nos préoccupations face au changement fondamental de notre vie politique, sociale et économique. Le statut de nos relations avec les États-Unis est crucial à la population canadienne et particulièrement à nos relations commerciales.

Nous sommes présentement pour l'un et l'autre le principal partenaire économique et nous le resterons. Mais, monsieur le Président, comme peuple, nous sommes et nous voulons demeurer maîtres chez nous. Et il faut que les conservateurs comprennent cette réalité. Tous les Canadiens et Canadiennes comprennent la réalité fondamentale de nos politiques économiques et étrangères et l'impact qu'elles ont sur nos relations avec les États-Unis. Tous les Canadiens et Canadiennes comprennent aussi que, en termes de commerce, une relation saine avec les États-Unis est de la plus grande importance à notre économie, à nos collectivités et à nos emplois. C'est pourquoi l'impact de cet Accord commercial nous préoccupe tellement, que ce soit dans le domaine de l'énergie, de l'agriculture ou de l'équité régionale. Toutes ces inquiétudes sont au centre de l'économie canadienne et de notre façon de vivre. Dans tous ces domaines, monsieur le Président, les conservateurs ont sacrifié notre souveraineté. C'est la réalité.

• (1130)

[Traduction]

Lundi, j'exposerai dans le détail les motifs de l'opposition du Nouveau parti démocratique à certaines parties de l'accord. Aujourd'hui, je me contenterai de relever certains éléments importants dans une discussion qui porte essentiellement sur le processus démocratique.

Il convient de se poser les questions suivantes: Pourquoi un tel accord? Pourquoi faisons-nous des concessions importantes au niveau de la prise de décisions en matière d'énergie, sur notre droit de garder la haute main sur les entreprises commerciales afin de s'assurer qu'elles continuent à appartenir à des Canadiens dans presque tous les secteurs? Pourquoi faisons-nous de grosses concessions qui nuiront aux secteurs agricole et manufacturier et qui compromettront la capacité de nos provinces de l'Ouest de s'industrialiser et de ne pas rester tout simplement des provinces exportatrices de ressources?

Le sous-ministre des Finances a déjà annoncé des changements importants réduisant notre capacité d'avoir des programmes de développement régional justes et équitables. On trouve tous ces éléments dans cet accord. Pourquoi le gouvernement fait-il cela? J'espère qu'aujourd'hui ou que dans le débat de lundi, nous nous attaquerons de front à ces questions.

Lorsque le premier ministre a fait cette proposition, nous avions un excédent de 20 milliards dans nos échanges commerciaux avec les États-Unis. Il est vrai que depuis que le premier ministre en a fait l'annonce les États-Unis ont pris des initiatives nuisibles à certaines de nos exportations les plus vitales qui, soit dit en passant, étaient déjà censées entrer aux États-Unis en franchise de droits.